



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 428 en date du 08.07.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle <https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html> et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

- 1 – LIBERTE DE LA PRESSE EN MAURITANIE – « RSF dénonce une poursuite des atteintes à la liberté de la presse malgré le retour d'internet »**
- 2 – GOUVERNEMENT FEDERAL EN BELGIQUE – « Remaniement ministériel »**
- 3 – JOURNALISTES EN SLOVAQUIE – « RSF : les pressions s'accroissent sur les journalistes du groupe de diffusion publique RTVS »**
- 4 – JOURNAL EN GRECE – « Les locaux du journal grec *Athens Voice* vandalisés »**
- 5 – JOURNALISTES EN ALGERIE - « "Il y a un climat de psychose" : la galère des journalistes algériens pour couvrir le mouvement qui secoue le pays »**
- 6 – JOURNALISTE EN MAURITANIE – « Colère des journalistes après l'arrestation de l'un d'eux »**
- 7 – JOURNALISTES SCIENTIFIQUES – « Succès pour la Conférence mondiale des journalistes scientifiques »**
- 8 – JOURNALISTE EN GUINEE- « Un journaliste bastonné par des gendarmes au cours d'une manifestation d'étudiants »**
- 9 – PRESSE EN FRANCE – « L'Élysée a annoncé le maintien de la salle de presse dans la cour du palais présidentiel »**

1 – LIBERTE DE LA PRESSE EN MAURITANIE – « RSF dénonce une poursuite des atteintes à la liberté de la presse malgré le retour d'internet »

<https://rsf.org/fr/actualites/mauritanie-rsf-denonce-une-poursuite-des-atteintes-la-liberte-de-la-presse-malgre-le-retour>

Jeudi 4 juillet 2019

RSF

Si les autorités mauritaniennes ont rétabli l'accès à internet, coupé dès le lendemain de l'élection présidentielle, elles n'ont pas renoncé à intimider les journalistes les plus critiques du pouvoir. L'un d'entre-eux a été arrêté mercredi soir. Reporters sans frontières (RSF) demande aux autorités de le libérer et de mettre fin à la multiplication des entraves à la liberté de la presse dans le pays.

Ahmedou Ould Wediaa, journaliste pour la télévision mauritanienne *Al-Mourabitoune*, réputé pour ses critiques virulentes du président sortant Mohamed Ould Abdel Aziz, a été arrêté mercredi 3 juillet dans la soirée à son domicile de Nouakchott. Les autorités n'ont donné aucune information à son sujet. "Nous craignons qu'il s'agisse d'une nouvelle arrestation qui relève de l'intimidation" a réagi l'un de ses confrères joint par RSF.

En effet, un autre journaliste, **Camara Seydi Moussa**, également connu pour sa critique du pouvoir mauritanien, vient de passer une semaine en détention avant d'être libéré mercredi 3 juillet. Selon les informations obtenues par RSF, les agents de la sûreté d'Etat qui ont procédé à son arrestation ainsi qu'à la confiscation de l'ensemble des téléphones et ordinateurs portables de son domicile, lui reprocheraient certaines conversations au cours desquelles il aurait contesté les résultats de l'élection présidentielle du 22 juin, laissant entendre que le journaliste avait été placé sur écoute.

Cette libération est intervenue au moment où les autorités rétablissait l'accès à internet après 11 jours consécutifs de coupure selon plusieurs sources jointes par RSF.

"Si le rétablissement d'internet constitue une bonne nouvelle, la multiplication des entraves à la liberté de la presse participe à maintenir un climat de peur pour quiconque conteste la ligne défendue par les autorités suite à l'élection présidentielle contestée, estime Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. Nous exhortons les autorités à libérer le journaliste encore détenu, à mettre fin aux violations du secret des sources par les services de sécurité et à ne plus recourir aux coupures internet. Ces méthodes sont aux antipodes d'une passation démocratique que les autorités sortantes disaient vouloir réussir".

Un journaliste dans le collimateur du pouvoir

Une trentaine de journalistes mauritaniens a participé ce jeudi à un sit-in pour demander la libération de leur confrère arrêté mercredi soir. Ce n'est pas la première fois qu'Ahmedou Ould Wediaa est inquiété par les autorités pour son travail de journaliste. En 2015, le président avait fait interrompre pendant quelques minutes une conférence de presse retransmise en direct suite à l'insistance du journaliste pour lui poser plusieurs questions. L'année suivante, son émission de débat avait été suspendue pour un mois par la Haute autorité de la presse et de l'audiovisuel (Hapa) qui l'accusait alors de favoriser le "séparatisme" et d'avoir évoqué l'existence de l'esclavage en Mauritanie.

Cette thématique est particulièrement sensible dans le pays. Des journalistes étrangers qui cherchent à la documenter sont régulièrement expulsés. Pour avoir évoqué l'instrumentalisation de la religion afin de justifier des pratiques discriminatoires et esclavagistes, le blogueur **Mohamed Cheikh Ould Mohamed Mkhaitir** est détenu au secret depuis plus de cinq ans et demi alors qu'il a déjà effectué sa peine pour "mécrocéance". A la veille de l'élection présidentielle, RSF et plusieurs ONG avaient écrit au président mauritanien pour demander sa libération.

La Mauritanie, a chuté de 22 places au dernier Classement mondial de la liberté de la presse publié par RSF en 2019 et occupe désormais la 94e position sur 180 pays classés.



Rassemblement de journalistes mauritaniens pour demander la fin des arrestations de journalistes à Nouakchott le 4 juillet 2019

2 – GOUVERNEMENT FEDERAL EN BELGIQUE – « Remaniement ministériel »
https://www.belgium.be/fr/actualites/2019/modification_de_la_composition_du_gouvernement_federal

Lundi 2 juillet 2019

Par arrêté royal, la démission de Monsieur Kris Peeters en tant que membre du gouvernement a été acceptée et la répartition des compétences de deux membres du gouvernement a été modifiée.

Monsieur Koen Geens devient Vice-Premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments.

Monsieur Wouter Beke devient ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Egalité des chances et des Personnes handicapées.

Composition et répartition des compétences du gouvernement fédéral :

https://www.belgium.be/fr/la_belgique/pouvoirs_publics/autorites_federales/gouvernement_federal/composition_gouvernement

Ministres



Monsieur Charles Michel
Premier ministre



Monsieur Koen Geens
Vice-Premier et
Ministre de la Justice,
chargé de la Régie
des Bâtiments



Monsieur Alexander De Croo
Vice-Premier ministre et
ministre des Finances,
chargé de la Lutte contre
la fraude fiscale et
ministre de la
Coopération au
développement



Monsieur Didier Reynders
Vice-Premier ministre et
ministre des Affaires
étrangères et européennes,
et de la Défense, chargé de
Beliris et des Institutions
culturelles fédérales



Monsieur Pieter De
Crem
Ministre de la Sécurité
et de l'Intérieur



Madame Maggie De
Block
Ministre des Affaires
sociales et de la Santé
publique, et de l'Asile et
la Migration



Monsieur Daniel Bacquelaire
Ministre des Pensions



Madame Marie
Christine Marghem
Ministre de l'Energie,
de l'Environnement et
du Développement
durable



Madame Sophie Wilmès
Ministre du Budget et de
la Fonction publique,
chargée de la Loterie
nationale et de la
Politique scientifique



Monsieur François Bellot
Ministre de la Mobilité,
chargé de Belgocontrol et de
la Société nationale des
chemins de fer belges



Monsieur Denis
Ducarme
Ministre des Classes
moyennes, des
Indépendants, des
PME, de l'Agriculture,
et de l'Intégration
sociale, chargé des
Grandes villes



Monsieur Philippe De
Backer
Ministre de l'Agenda
numérique, des
Télécommunications et
de la Poste, chargé de la
Simplification
administrative, de la
Lutte contre la fraude
sociale, de la Protection
de la vie privée et de la
Mer du Nord



Monsieur Wouter Beke
Ministre de l'Emploi, de
l'Economie et des
Consommateurs, chargé du
Commerce extérieur, de la
Lutte contre la pauvreté, de
l'Egalité des chances et des
Personnes handicapées

3 – JOURNALISTES EN SLOVAQUIE – « RSF : les pressions s'accroissent sur les journalistes du groupe de diffusion publique RTVS »

<https://rsf.org/fr/actualites/slovaquie-les-pressions-s'accroissent-sur-les-journalistes-du-groupe-de-diffusion-publique-rtvs>

Vendredi 5 juillet 2019

RSF

En dépit du choc suscité par l'assassinat d'un journaliste d'investigation en 2018, qui a mis en évidence les atteintes à la liberté de la presse en Slovaquie, les conditions de travail des professionnels des médias continuent de se détériorer. C'est particulièrement le cas au sein de la société de diffusion publique (RTVS), dont l'indépendance éditoriale est de plus en plus fragilisée. Reporters sans frontières (RSF) appelle la direction de la RTVS à assurer une couverture journalistique indépendante de toute pression politique.

Selon les journalistes de RTVS, les changements structurels qui ont eu lieu au sein de la société de diffusion donnent aujourd'hui à la direction les moyens d'exercer des pressions à leur encontre et d'influencer la couverture de l'actualité. Depuis l'année dernière, des chefs de rubrique ont été marginalisés, un service d'analyse a vu son activité baisser et les reportages d'actualité n'obéissent plus à une programmation rigoureuse. En outre, en supprimant les mesures « de sauvegarde », la direction possède désormais un pouvoir d'influence plus direct sur le contenu des informations. Et ceux qui ne sont pas d'accord n'ont qu'une alternative : partir.

En dépit de plusieurs tentatives de RSF d'obtenir des commentaires sur la situation, la direction de RTVS n'a pas répondu aux sollicitations écrites de l'organisation.

Le 21 juin, **Jaroslav Barborák**, qui faisait partie de l'équipe dirigeante de RTVS et en était l'un des éléments critiques, a été licencié après 12 ans de présence au sein de la société. Il a ainsi rejoint les rangs des quelque 30 journalistes qui ont quitté ou été contraints de quitter le média public depuis 2018 en raison de leur désaccord avec leurs supérieurs sur la liberté d'information.

« RSF appelle la direction de RTVS à assurer une couverture journalistique indépendante de toute pression politique et à mener un dialogue avec les journalistes exprimant leur inquiétude sur la liberté d'information. Ils devraient non pas subir des pressions, mais être entendus, déclare Pauline Adès-Mével, responsable du desk Union européenne et Balkans de RSF. De telles atteintes à la liberté d'informer sont l'une des raisons pour lesquelles la Slovaquie occupe actuellement le 35e rang dans le Classement mondial de la liberté de la presse 2019 de RSF, après avoir, année après année, plongé jusqu'à perdre 18 places », a-t-elle ajouté.

Gênants donc harcelés

*« Nous subissons des pressions en faveur du Parti national slovaque (SNS) », a confié à RSF **Michal Katuška**, président du syndicat des journalistes de RTVS. Après avoir été correspondant TV à Bruxelles, Michal Katuška a été transféré au service radio et interdit de reportage à l'étranger.*

Les journalistes mis au ban ont été remplacés par des collègues plus jeunes, dont le peu d'expérience les rend moins capables de résister à l'influence de la direction.

Des journalistes avec lesquels s'est entretenu RSF et souhaitant garder l'anonymat ont confirmé leur inquiétude et leur crainte face aux pressions qui ne cessent de s'accroître à l'approche des élections parlementaires de mars 2020.

Ils citent un exemple notable : le refus pur et simple de leurs supérieurs de couvrir le Classement mondial de la liberté de la presse 2019 de RSF dans l'émission de radio « K veci » (« Droit au but ») à la mi-avril. La raison invoquée en était l'atteinte présumée à l'image de la Slovaquie à cause de son mauvais score. Si RTVS a bien rapporté les résultats du pays dans les émissions régulières d'information à la radio et à la télévision, elle a omis d'évoquer l'inquiétude de l'organisation à propos de la société de diffusion elle-même.

Un groupe de journalistes de la RTVS a soulevé un tollé lorsqu'une édition de l'émission radio « Z prvej ruky » (« De première main ») s'est transformée, début avril, en tribune politique d'Andrej Danko, président du SNS et président du Parlement slovaque. Immédiatement après la diffusion de l'émission, 13 journalistes ont signé une lettre ouverte pour en rejeter toute la responsabilité et demander à la direction que cela ne se reproduise plus.

Selon des journalistes interviewés par RSF, « *tous les signataires de cette lettre subissent un harcèlement* ». Certains ont vu leur prime (de 50 à 150 euros) supprimée, d'autres ont été fortement incités à ne pas avoir d'activité annexe ou interdits de voyage pour effectuer un reportage à l'étranger.

Inquiétudes à l'approche des élections

Selon les journalistes sollicités par RSF, des animateurs et animatrices de radio et de télévision ont également subi des pressions au mois de juin, lorsqu'Andrej Danko était en visite officielle au Bélarus. Un journaliste qui l'accompagnait a préparé un reportage radio et TV mettant en avant la vision positive qu'avait Danko du pays. Lorsque les animateurs ont déclaré, à l'antenne, que le Bélarus violait les droits de l'homme, ils ont été sévèrement critiqués par leurs rédacteurs en chef. En mars, un journaliste spécialisé dans les sujets défense a été sanctionné en étant transféré dans un autre service. La raison en était son traitement des négociations de défense entre la Slovaquie et les Etats-Unis, qui comprenait la remarque d'un analyste contredisant le discours du SNS. Les négociations défense ont été récupérées comme sujet de campagne par le SNS à l'approche des élections présidentielles et européennes en Slovaquie.

Le point commun entre ces événements est l'effort manifeste de la direction de la RTVS de favoriser le jeune parti gouvernemental qu'est le SNS. « *Nous voyons un travail supplémentaire favorisant le SNS partout* », a déclaré l'un des journalistes interrogés par RSF. « *Et nous ne sommes qu'au mois de juin.* » - à savoir, moins d'un an avant les élections parlementaires slovaques de mars 2020, grâce auxquelles le SNS pourrait voir sa position évoluer au sein du gouvernement.

Qui guide les décisions des rédacteurs en chef ? Les journalistes ne le savent pas clairement. Alors que la censure en tant que telle n'est habituellement pas pratiquée, les techniques pour faire plier la liberté de la presse sont très sophistiquées, et mènent parfois à l'autocensure.

Dans tous les cas, le directeur général actuel de RTVS, Jaroslav Rezník, a été élu par le Parlement slovaque en juin 2017 en tant que candidat SNS. Auparavant, il dirigeait l'agence de presse de la République slovaque. Sous sa présidence, celle-ci fut accusée par Transparency International Slovakia de faire campagne pour le SNS en vue des élections parlementaires de 2016.

« *Nous devons nous battre pour chaque reportage que nous souhaitons diffuser* », ont déclaré les journalistes de RTVS. « *L'institution est en train de se saper de l'intérieur.* »

4 – JOURNAL EN GRECE – « Les locaux du journal grec Athens Voice vandalisés »
<https://rsf.org/fr/actualites/les-locaux-du-journal-grec-athens-voice-vandalises>

Vendredi 5 juillet 2019
RSF

Après le saccage du siège de l'hebdomadaire grec Athens Voice par des militants anarchistes, Reporters sans frontières (RSF) appelle les autorités grecques à tout mettre en oeuvre pour ne pas laisser ce genre d'actions violentes impunies.

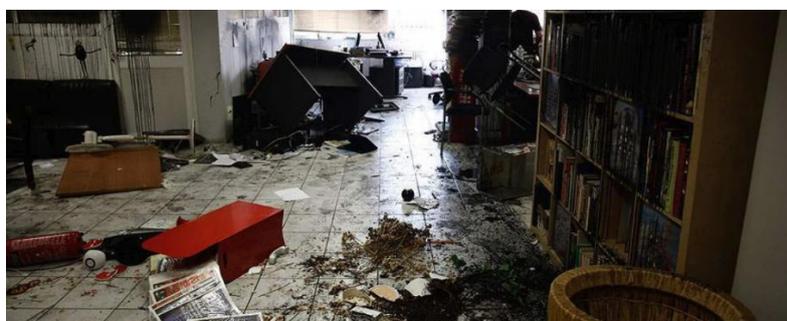
Une vidéo publiée sur la chaîne Youtube d'*Athens Voice* révèle l'étendue des dégâts causés par une quinzaine d'individus masqués et armés de barre de fer le 4 juillet, vers 15 heures, au siège de l'hebdomadaire. Les fournitures de bureau, meubles, ordinateurs ont été méthodiquement détruits, et les murs recouverts de peinture noire. Aucun journaliste présent au moment des faits n'a été blessé.

Sur le site *Indymedia*, un groupe anarchiste appelé Rouvikonas (Rubicon en français) a revendiqué l'attaque et expliqué avoir agi en représailles d'un article controversé publié par le journal sur le décès d'une femme arménienne. Connu pour ses actions violentes, le collectif est à l'origine d'autres attaques similaires. En 2016, des membres de Rouvikonas ont attaqué le quotidien *Proto Thema* et envahi les locaux du groupe audiovisuel public ERT, interrompant pendant quelques minutes la diffusion des programmes .

"Rien ne peut justifier l'usage de la violence contre un média, déclare le bureau Union Européenne, Balkans de RSF. Les autorités grecques doivent tout mettre en oeuvre pour poursuivre les responsables, et prévenir ce type d'attaques contre la presse, indispensable pilier de toute démocratie."

Les journalistes grecs sont confrontés depuis plusieurs années aux méthodes violentes de groupes radicaux. En décembre 2018, pour dénoncer "l'agenda capitaliste" du groupe radio-télévision privée Skai, le collectif OLA avait perpétré un attentat à la bombe devant le bâtiment du groupe Skai.

La Grèce figure à la 65e place du Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.



5 – JOURNALISTES EN ALGERIE - « "Il y a un climat de psychose" : la galère des journalistes algériens pour couvrir le mouvement qui secoue le pays »

https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/algerie/il-y-a-un-climat-de-psychose-la-galere-des-journalistes-algeriens-pour-couvrir-le-mouvement-qui-secoue-le-pays_3517537.html

Jeudi 4 juillet 2019



Envoyé spécial en Algérie Clément Parrot de France Télévisions

"Il y a un climat de psychose" : la galère des journalistes algériens pour couvrir le mouvement qui secoue le pays

Depuis le début des manifestations, les journalistes algériens sont en première ligne pour relayer les événements en cours dans le pays, malgré les pressions exercées par le pouvoir.

"Tu vois le mec en blanc avec la casquette là-bas ? Et celui en noir à côté ? Bah voilà, encore deux flics en civil !", observe Mehdi Alioui, mardi 25 juin, lors d'une mobilisation des étudiants à Alger. Repérer les hommes des RG, les renseignements généraux, lors des manifestations est devenu une habitude pour ce journaliste du HuffPost Algérie. "Depuis quelques semaines, ils infiltrent des policiers très jeunes, qui ont carrément l'air d'être des étudiants, ça c'est nouveau", confie le reporter.

Avec son bas de survêtement et son tee-shirt violet, Mehdi Alioui est à l'aise pour circuler. Il se faufile entre les drapeaux des manifestants, se précipite vers les attroupements créés par les interventions, parfois musclées, des forces de l'ordre et utilise ses deux téléphones pour ne rien manquer. *"Il y en un pour le live et un autre pour les photos", sourit le jeune journaliste de 25 ans, qui fournit des infos à sa rédaction pour actualiser les articles à l'aide de messages vocaux transmis via Facebook. "C'est vrai qu'on dirait un peu un mec des RG quand je fais ça, s'amuse-t-il. Au début du mouvement, on utilisait même une application 'talkie-walkie' parce qu'internet passait trop mal. Mais maintenant, ça va."*

Ce type de rassemblement n'est pas sans danger pour les journalistes algériens. Ils prennent le risque de se faire contrôler, voire arrêter par la police. *"L'un des journalistes de la rédaction a déjà été arrêté deux fois, raconte la rédactrice en chef du HuffPost Algérie, Ghada Hamrouche. Il a été relâché dans les trois ou quatre heures qui ont suivi, mais ça l'a empêché de travailler correctement."* Les autorités ne font généralement pas la différence entre un journaliste qui filme avec son smartphone et un jeune manifestant qui le fait pour sa propre page Facebook.

Souvent, les RG me demandent pourquoi je n'ai pas de caméra. Je leur réponds en leur demandant pourquoi ils n'ont pas d'uniforme.

Mehdi Alioui, journaliste au HuffPost Algérie à franceinfo

"La presse en ligne n'est pas reconnue en tant que média par les autorités, nous sommes simplement tolérés", explique Ghada Hamrouche. Depuis un open-space à l'ameublement minimaliste, situé à deux pas de la place Maurice Audin, l'un des lieux de la contestation, cette journaliste expérimentée dirige une petite équipe de cinq journalistes. Cheveux attachés en arrière par un chignon et lunettes sur le bout du nez, elle avoue que son équipe n'a pas le temps de prendre des vacances en ce moment. "Le vendredi, tout le monde est sur le terrain et on rentre au fur et à mesure pour écrire."

"Le pouvoir fonctionne par la propagande"

Au HuffPost depuis cinq ans, Mehdi Alioui reconnaît que l'accès à l'information est difficile dans son pays. *"Il y a moins de rigueur qu'ailleurs, que ce soit dans la communication des institutions ou parfois chez certains confrères..."*, affirme-t-il. Dimanche, par exemple, plusieurs jeunes ont été envoyés en détention provisoire pour port du drapeau amazigh (berbère) après leur arrestation lors de la manifestation du vendredi. Mais aucun média n'avait le même chiffre. *"On avait 14 jeunes le matin, puis 16, 17, 18 ou 19 au fil de la journée, souffle Mehdi Alioui. Normalement, le parquet devrait communiquer, mais il ne le fait pas."*

Obtenir une information ou même une simple confirmation nécessite parfois beaucoup d'énergie. *"Je me souviens d'une fois où on me rapporte qu'un wali [un préfet] a annoncé à la radio l'installation d'une usine Kia à Batna. J'appelle la wilaya [la préfecture] et personne n'est capable de me donner une confirmation. Le chargé de communication et le chef du cabinet ne savaient même pas où était le wali",* raconte Mehdi Alioui.

On a rarement accès à l'info officielle. Le droit à l'information est garanti par la Constitution mais, dans les faits, il n'existe pas.

Ghada Hamrouche, rédactrice en chef du HuffPost Algérie à franceinfo

"C'est très opaque, verrouillé. Le pouvoir ne fonctionne pas par la communication, mais par la propagande, confirme Hacem Ouali, journaliste politique au sein du quotidien El Watan. On essaye du coup d'élargir notre réseau de sources avec des gens qui gravitent autour des arcanes du pouvoir."

"Avec un simple coup de fil, on peut faire arrêter quelqu'un"

Le départ d'Abdelaziz Bouteflika et la situation politique actuelle n'ont pas amélioré la situation. *"On était sous la coupe de Bouteflika et on est passés sous celle de l'armée, se désole Khaled Drareni, correspondant de RSF (Reporters sans frontières) en Algérie. Il suffit de regarder les chaînes de télévision, elles ne parlent jamais des slogans hostiles au général Gaïd Salah. Rappelons que l'Algérie est 141e dans le classement RSF pour la liberté de la presse."* Attablé à un café dans le centre d'Alger, le jeune journaliste indépendant pointe aussi du doigt le blocage du site TSA (Tout sur l'Algérie), inaccessible depuis plusieurs jours, en s'interrogeant sur la responsabilité du pouvoir.

Quand on regarde le JT de 20 heures de la télé publique, on se croirait en Corée du Nord, avec trente minutes à la gloire de l'armée.

Hacem Ouali, journaliste à "El Watan" à franceinfo

Des choix éditoriaux plus ou moins contraints qui se retrouvent aussi dans les kiosques à journaux, comme celui de la rue Didouche Mourad où se réunissent tous les matins une dizaine d'Algérois. *"Choquant",* titre ainsi *El Watan* au lendemain du placement en détention d'une quinzaine de jeunes arrêtés lors de la manifestation de vendredi dernier avec un drapeau berbère.

Deux ou trois autres quotidiens l'imitent, mais la majorité préfère se concentrer sur la victoire des "Verts" (l'équipe d'Algérie) face au Kenya, lors du premier match de la Coupe d'Afrique des nations. *"Ils vont parler de plus en plus de foot, et de moins en moins des manifestations",* regrette Khaled Drareni.

Pas de quoi décourager la rédaction d'*El Watan*, qui a la ferme intention de continuer à *"soutenir"* le mouvement, comme elle le fait depuis le début. *"On travaille depuis des années pour ce moment, car la liberté de la presse ne peut exister en dehors d'un espace démocratique",* assume le journaliste Hacen Ouali à la sortie de la conférence de rédaction du journal. Mais il avoue que le moment est à la fois *"excitant"* et *"effrayant"*. *"Il y a des pressions de la part du pouvoir. Et il y a un climat de psychose car les journalistes savent qu'avec un simple coup de fil, on peut faire arrêter quelqu'un."*

"Si ça ne change pas, on est foutus"

"Si ça ne change pas, on est foutus", avoue sans détour Mourad Slimani. Selon le directeur de la rédaction d'*El Watan*, la situation politique du pays est devenue une question de vie ou de mort pour son journal. Petit bouc au menton et tenue décontractée, il ne cache pas les difficultés financières rencontrées ces derniers temps par le titre, qui emploie encore actuellement 150 personnes, dont 60 à 70 journalistes.

Le journal s'est récemment séparé d'une centaine de correspondants et ne parvient toujours pas à redresser la barre. *"On est en crise depuis 2014, à partir du moment où on a assumé notre position contre la réélection de Bouteflika à un quatrième mandat, explique-t-il. On a payé ce travail dès sa réélection car nos partenaires publicitaires ont subi des pressions. Et en parallèle, vous avez des ventes qui baissent en raison de la crise de la presse."* Dans les couloirs de la rédaction, la question de la survie d'*El Watan* n'est plus taboue, d'autant que le journal n'a pas vraiment pris, pour l'instant, le virage du numérique.

"On a encore perdu 20 millions de dinars en 2018"

Le HuffPost Algérie n'évite pas non plus la question des moyens. Pour subsister, la rédaction est rattachée à la structure Interface Médias, qui édite également Radio M et le site Maghreb Emergent. *"On a trois médias, mais l'industrie de la presse numérique étant très précaire, on a choisi de lancer une agence de communication numérique, ce qui nous permet de soutenir l'action de nos médias, explique Ihsane El Kadi, directeur de l'agence Interface Médias. Mais bon, on a encore perdu 20 millions de dinars [environ 150 000 euros] en 2018. On espère que le nouveau contexte politique nous permettra d'aller mieux."*

En Algérie, la liberté éditoriale s'accompagne ainsi souvent d'une certaine précarité. *"Certains journalistes ont la chance de s'être offert un Mac. Pour les autres, il faut se contenter d'un PC",* indique dans un sourire la rédactrice en chef du HuffPost, Ghada Hamrouche, lors d'une visite de ses bureaux. Les journalistes de sa rédaction touchent entre 60 000 et 80 000 dinars par mois (entre 445 et 580 euros), selon elle, ce qui reste légèrement mieux que le salaire net moyen des Algériens (environ 300 euros par mois).

Cette situation des médias algériens donne parfois des envies d'ailleurs à Mehdi Alioui. *"Tout le secteur est en crise et, quand un média n'est pas en crise, c'est sa ligne éditoriale qui pose problème."* Mais en attendant de voir comment la situation de son pays va évoluer, il continue à promener ses smartphones dans les rues d'Alger pour capter les colères et les espoirs des étudiants algériens.

6 – JOURNALISTE EN MAURITANIE – « Colère des journalistes après l'arrestation de l'un d'eux »

<http://www.rfi.fr/afrique/20190705-mauritanie-colere-journalistes-apres-arrestation-eux>

Vendredi 5 juillet 2019

Membre du parti islamiste Tawassoul, Ahmedou Wediaa anime une émission sur la chaîne El Mourabitoune. Il a été interpellé chez lui ce mardi 2 juillet. Depuis, son avocat n'a pas de nouvelles et les journalistes mauritaniens sont inquiets.

Devant le ministère de la Communication, ils sont une vingtaine à demander la libération de leur confrère Ahmedou Wediaa. Et en premier lieu, Seïdi Moussa Camara, directeur de publication du journal *La Nouvelle expression*, et qui sortait tout juste de huit jours de détention.

« C'est la première fois que j'ai découvert une police politique, confie-t-il. L'État, c'est le peuple mauritanien, mais ils sont en train de servir le régime d'Ould Abdel Aziz et c'est ce chaos qu'ils souhaitaient. Moi j'ai été enlevé et un jour après, c'est mon ami Weddia qui a été enlevé. »

Pour Moussa Samba Sy, le président du Regroupement de la presse mauritanienne, c'est un coup dur pour la liberté d'informer, dans un contexte de tensions post électorales.

« Le nouveau pouvoir n'a pas encore pris les choses en main. On va dire que c'est un coup d'au revoir de l'ancien pouvoir qui est en train de partir. Nous espérons que le nouveau pouvoir qui va se mettre en place va plutôt changer la donne et engager une relation constructive avec les médias. Ils ne sont pas les ennemis du pouvoir, mais ils l'accompagnent plutôt dans la construction de la démocratie. »

Pour le moment, ni Maître Brahim Ebety, son avocat et également défenseur des droits de l'homme, ni le parti Tawassoul dont il est militant, n'ont eu de nouvelles des autorités concernant sa détention.

7 – JOURNALISTES SCIENTIFIQUES – « Succès pour la Conférence mondiale des journalistes scientifiques »

<https://www.msn.com/fr-ch/actualite/other/succès-pour-la-conférence-mondiale-des-journalistes-scientifiques/ar-AADU4Vv>

Vendredi 5 juillet 2019

La 11e Conférence mondiale des journalistes scientifiques (WCSJ) a pris fin vendredi à Lausanne sur un plein succès. Pendant une semaine, plus de 1200 journalistes et communicateurs scientifiques de 83 nationalités ont pu découvrir la science "made in Switzerland".

Le camp de base de la manifestation se situait au SwissTech Convention Center, sur le campus de l'EPFL/UNIL, mais les participants ont essaimé en Suisse et également à l'étranger au gré des nombreuses visites et excursions sur le terrain. Pas moins de 38 de ces "field trips" étaient organisés tout au long de la semaine.

En chiffres, cela donne 1250 participants, dont 60% de femmes. Dans le détail, 255 provenaient de Suisse et 139 des Etats-Unis. Suivent la France (91), l'Allemagne (75) et l'Italie (46), notamment.

Un Yéménite a également fait le déplacement, avec le soutien des organisateurs, a indiqué à Keystone-ATS Olivier Dessibourg, président de l'Association suisse du journalisme scientifique (ASJS), cheville ouvrière de cette conférence avec ses organisations sœurs en France (AJSPI) et en Italie (SWIM).

Plus d'une centaine des participants ont bénéficié de bourses prenant en charge leurs frais de déplacement et d'hébergement. Quelque 300 conférenciers, dont la moitié de femmes, ont présenté leur domaine de spécialisation au cours de la semaine.

Les gens sont très contents, aucun couac majeur n'est à déplorer, et, surtout, les échos dans les médias et dans le monde politique sont excellents, ajoute M. Dessibourg. "On est sorti de notre petit cocon et le message a passé", dit-il.

Du beau monde

Il y avait en effet du beau monde à la soirée d'ouverture, avec notamment la ministre française de la recherche Frédérique Vidal, le commissaire européen à la recherche Carlos Moedas, de même que la vice-présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga.

Cette dernière a d'ailleurs souligné l'importance du journalisme scientifique dans les médias et pour la démocratie, à l'heure où certains dirigeants qualifient de 'fake news' tout ce qui ne leur convient pas.

L'événement lausannois a également été l'occasion de faire le point sur "l'état du métier", car à l'heure des restrictions tous azimuts dans les médias, la chronique scientifique est à la peine. A cet égard, cette semaine aura permis à des journalistes du monde entier de découvrir la richesse en matière de recherche scientifique dont on dispose en Suisse. "Un registre largement sous-exploité dans les médias", conclut le président de l'ASJS.

Le lieu de la prochaine conférence a été annoncé jeudi soir. Elle aura lieu dans deux ans à Medellin, en Colombie.

8 – JOURNALISTE EN GUINEE- « Un journaliste bastonné par des gendarmes au cours d'une manifestation d'étudiants »

<https://aminata.com/kankan-un-journaliste-bastonne-par-des-gendarmes-au-cours-dune-manifestation-detudiants/>

Samedi 6 juillet 2019

Par Mamadou Aliou Barry pour Aminata.com

Une source locale nous apprend que les étudiants de l'Université Julius Nyéré de Kankan étaient dans la rue ce vendredi 5 juillet 2019 pour réclamer leurs pécules des derniers mois de l'année scolaire 2018-2019.

Aux dires de notre source, les étudiants en colère ont érigé des barricades sur les différents axes routiers empêchant la circulation de tout engin roulant.

À en croire notre informateur, Aziz Diop préfet de Kankan a été hué par les manifestants.

Un journaliste d'une radio locale venu couvrir la manifestation a été violemment agressé par des éléments des forces de l'ordre.

Les étudiants promettent de poursuivre les manifestations jusqu'à obtenir satisfaction.



9 – PRESSE EN FRANCE – « L’Elysée a annoncé le maintien de la salle de presse dans la cour du palais présidentiel »

https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/07/06/emmanuel-macron-clot-la-polemique-sur-la-salle-de-presse-de-l-elysee_5486135_823448.html

Samedi 6 juillet 2019

Par Le Monde avec AFP

Emmanuel Macron clôt la polémique sur la salle de presse de l’Elysée

Alors qu’il était prévu de la déménager, l’Elysée a annoncé le maintien de la salle de presse dans la cour du palais présidentiel. Pour les journalistes, ce déménagement symbolisait la volonté du chef de l’Etat de les éloigner du cœur du pouvoir.

L’Elysée a annoncé, vendredi 5 juillet, le maintien de la salle de presse dans la cour du palais présidentiel, mettant fin à une longue polémique provoquée par un projet de déménagement lancé peu après l’élection d’Emmanuel Macron en 2017.

Cette décision a été saluée par l’Association de la presse présidentielle (APP), qui s’est « *réjouie de l’issue positive de ce dossier, qui avait suscité beaucoup d’inquiétude* » chez les journalistes. Emmanuel Macron « *a entendu* » cette « *forte inquiétude* », a fait valoir l’Elysée à l’association qui regroupe les médias couvrant l’actualité de la présidence de la République.

Après deux ans de tensions, le chef de l’Etat cherche désormais à apaiser les relations avec la presse, comme avec les autres corps intermédiaires, dans le cadre du « *changement de méthode* » annoncé pour « *l’acte II du quinquennat* » dans la foulée du grand débat et de la crise des « *gilets jaunes* ». Il a ainsi accepté en avril de donner sa toute première conférence de presse en France et accepté de s’exprimer plus volontiers avec les journalistes.

Faire du palais une « forteresse »

Le bras de fer entre l’Elysée et la presse avait débuté dès les premières semaines du quinquennat avec l’annonce du déménagement de la salle de presse emblématique, installée dans la cour d’honneur depuis près de quarante ans, pour la transférer dans une annexe située dans une rue adjacente fin 2018. L’Elysée avait justifié cette décision par la nécessité de consacrer cet espace à une nouvelle salle de réunion pour ses conseillers et, dans le même temps, d’offrir « *des conditions de travail améliorées* » à la presse.

Mais, pour les journalistes, ce déménagement était le symbole de la volonté du nouveau chef de l'Etat de les éloigner du cœur du pouvoir et de faire du palais présidentiel une « forteresse ». L'APP avait dénoncé « un verrouillage de l'Élysée et une décision attentatoire à la liberté d'informer et de travailler des journalistes ». La presse étrangère avait consacré de nombreux articles à cette décision, en notant que Donald Trump avait aussi essayé de fermer la salle de presse de la Maison Blanche avant de renoncer face au tollé.

Cette polémique avait contribué à tendre les relations entre les médias et Emmanuel Macron, soucieux, au début de son quinquennat, de « changer son mode de communication avec les journalistes », en opposition à la proximité cultivée par son prédécesseur, François Hollande.

En manque d'espace

La salle de presse donnant sur la cour de l'hôtel d'Evreux restera donc ouverte en permanence aux agences de presse (AFP, Reuters, AP, Bloomberg) et, en certaines occasions, à d'autres médias. Sa surface sera néanmoins réduite de moitié pour les besoins des services de l'Élysée, où travaillent quelque 600 personnes et qui manquent d'espace, selon la présidence.

Les autres journalistes accrédités auront accès à une seconde salle de presse, située rue de l'Élysée, dont les travaux ont récemment pris fin. Son ouverture était notamment souhaitée par les journalistes des chaînes d'information, contraints actuellement de rester de longues heures sur le trottoir d'une avenue adjacente à l'Élysée, d'où ils font leurs interventions en direct. L'APP, qui regroupe 270 journalistes, « restera vigilante quant à la mise en œuvre des aménagements évoqués », précise-t-elle dans son communiqué.

La création de la salle de presse présidentielle remonte aux premières années de la V^e République, du temps du général Charles de Gaulle. D'abord installée dans un bâtiment annexe, elle a été déménagée à l'intérieur du palais sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing avant que, en 1984, François Mitterrand ne la transfère dans la cour d'honneur, dans un souci de transparence. Elle est ensuite agrandie durant la présidence de Nicolas Sarkozy.

